



PREFET DU CANTAL

ARRÊTÉ N° 2015- 1003 du 3 août 2015
mettant en demeure la société IMERYS FILTRATION FRANCE de respecter les
conditions d'exploitation de la carrière située aux lieux-dits «Foufouilloux» sur la
commune de VIRARGUES et « Prés de Nozerolles » sur la commune de MURAT

Le Préfet du Cantal,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-1321 du 9 octobre 2013 autorisant la SAS WORLD MINERALS FRANCE à exploiter une carrière de diatomite et ses installations annexes aux lieux-dits «Foufouilloux» sur la commune de VIRARGUES et « Prés de Nozerolles » sur la commune de MURAT;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-390 du 8 avril 2014 portant changement d'exploitant de la carrière de diatomite et ses installations annexes situées aux lieux-dits «Foufouilloux» sur la commune de VIRARGUES et « Prés de Nozerolles » sur la commune de MURAT au profit de la société IMERYS FILTRATION FRANCE,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 29 juillet 2015 transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 juillet 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 29 juillet 2015, l'inspecteur de l'Environnement a constaté les faits suivants :

- la capacité du dispositif de décantation des eaux d'exhaure et de ruissellement impactant le site est insuffisante et mal dimensionnée,
- le système de pompage (hauteur d'aspiration, débit de la pompe, temps de fonctionnement) n'est pas adapté aux volumes des bassins actuels,
- les bassins n'ont pas fait l'objet du curage nécessaire à leur bon fonctionnement,
- les rejets ne sont pas conformes aux paramètres réglementaires (MEST et couleur)

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- des articles 3-6, 9 et 10-4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013-1321 du 9 octobre 2013,
- des articles 17 et 18-2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société IMERYS FILTRATION FRANCE de respecter les prescriptions et dispositions des articles précités de l'arrêté préfectoral n° 2013-1321 du 9 octobre 2013 et de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que lorsqu'un inspecteur de l'Environnement a constaté l'inobservation des conditions imposées à un exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la préfecture du Cantal

Arrête

Article 1

La société IMERYS FILTRATION FRANCE, dont le siège social se situe 154 rue de l'Université 75007 PARIS, est mise en demeure de respecter dans la carrière de diatomite qu'elle exploite aux lieux-dits «Foufouilloux» sur la commune de VIRARGUES et « Prés de Nozerolles » sur la commune de MURAT, les prescriptions :

- des articles 3-6, 9 et 10-4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013-1321 du 9 octobre 2013,
 - des articles 17 et 18-2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisés,
- dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à la SARL IMERYS FILTRATION FRANCE et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Une copie est adressée à :

- Monsieur le Sous-Préfet de SAINT-FLOUR,
- Messieurs les Maires de VIRARGUES et MURAT,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne,
- Monsieur le chef de l'Unité Territoriale du Cantal de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Aurillac, le
le Préfet,

[Faint handwritten notes at the bottom of the page]

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale

Régine LEDUC

